

**Philippe FONTAINE**, Professeur émérite de philosophie à l'Université de Rouen  
Conférence donnée dans le cadre du programme *Engagement politique et son sens*  
proposé en visioconférence par le Projet *Europe, Éducation, École* le 05/11/2020, de 14h10 à 16h00  
*En direct* : <https://meet.projet-eee.eu>  
*En différé* : <https://www.projet-eee.eu> - <http://www.dailymotion.com/projeteee>  
Programme détaillé : [http://www.coin-philos.net/eee.20-21.engagement\\_politique.php](http://www.coin-philos.net/eee.20-21.engagement_politique.php)  
Programme 2020-2021 : <http://www.coin-philos.net/eee.20-21.prog.php>  
Cours classés : <https://projet-eee.eu/cours-classes-par-themes/>.  
**Contact** : [europe.education.ecole@gmail.com](mailto:europe.education.ecole@gmail.com)

### **L'ENGAGEMENT POLITIQUE A-T-IL ENCORE UN SENS DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI ?**

L'engagement peut être défini au sens de « conduite » ou au sens d'« acte de décision », selon qu'il désigne un mode d'existence dans et par lequel l'individu est impliqué activement dans le cours du monde, s'éprouve responsable de ce qui lui arrive, ouvre un avenir à l'action, ou qu'il désigne un acte par lequel l'individu se lie lui-même dans son être futur, à propos soit de certaines démarches à accomplir, soit d'une forme d'activité, soit même de sa propre vie. De fait, si la notion d'engagement est d'apparition récente dans l'histoire des idées, c'est que la possibilité même de l'engagement implique une certaine conception de l'histoire, qui est celle des temps modernes, et selon laquelle l'homme est acteur de l'histoire, à l'origine des événements qui la constituent.

L'accès à la modernité n'est rien d'autre que le passage, pour les individus comme pour les collectivités, de l'hétéronomie à l'autonomie, c'est-à-dire le passage d'une conception de l'histoire où l'homme subit la loi d'un destin, d'une autorité transcendante (la nature, les dieux, le roi, etc.) à une lecture de l'histoire qui fait des hommes les artisans de leur propre destinée. Ce passage des sociétés archaïques aux sociétés modernes, orientées vers l'avènement d'un processus démocratique qui place l'individu au centre du système social et politique, le fait sortir d'une situation de passivité pour le confronter à la nécessité d'une activité de l'ordre d'un engagement concret, seul susceptible de peser efficacement sur le devenir de la société.

Mais la difficulté tient à la nature même du processus démocratique, renforcé par l'avènement d'un modèle de société libérale, pour laquelle prime la garantie de la protection des droits individuels (sous l'égide du développement de l'idéologie des « droits de l'homme »), donc de l'autonomie personnelle, mais aussi, et dans le même temps, l'organisation du *self-government*, donc de l'autonomie collective. En effet, l'extension des droits de l'individu, et des possibilités de vie qui lui sont offertes, tend à inciter l'individu à se replier sur la jouissance de la sphère privée, au détriment du désir d'investissement dans un engagement collectif. D'autant que ce phénomène est accru par la pression uniformisatrice de la mondialisation, ainsi que par un sentiment de dépossession politique ressenti par le citoyen confronté à une institution européenne qui lui semble lointaine et anonyme, quoiqu'excessivement contraignante par l'imposition de lois et de règlements organisant les moindres détails de la vie quotidienne.

C'est sans doute ce divorce perçu par le sujet, selon qu'il se pense comme *individu*, ou comme *citoyen*, qui constitue le principal obstacle à la volonté d'investissement individuel ou collectif par le biais de l'engagement politique. Redonner un sens à un tel engagement, aujourd'hui, passe donc par un processus de réactivation effective et volontaire des principes fondamentaux et des valeurs qui ont présidé à l'avènement de la construction européenne. Sans doute faut-il rappeler, à cet égard, que l'Europe est d'abord l'Europe du droit, qui garantit et préserve les droits des citoyens, indépendamment de leur ancrage territorial, et même démocratique, puisqu'elle prend en compte le citoyen, indépendamment de son appartenance nationale. L'Europe est également celle du respect des différences et des valeurs multiculturelles, telle que le multilinguisme, par exemple. Véritable défi aux égoïsmes nationaux, l'Europe porte le flambeau d'une société ouverte et tolérante, dans le respect des droits de chacun, mais aussi le rappel des devoirs qui lui incombent.

Au plan économique, le principe du libre-échange ne saurait suffire à lui seul pour fonder de manière pérenne le socle européen, et *a fortiori* mondial. L'unité monétaire constitue certes un préalable, mais qui doit être prolongé par une véritable unité fiscale et budgétaire. Les pays fondateurs de l'Europe seraient bien inspirés de donner l'exemple en la matière, et contribuer ainsi à instaurer un système institutionnel, juridique et politique, fiable et stable.

Seules la reprise en compte, et la mise en œuvre effective, dans un souci pragmatique, des valeurs fondatrices de l'Europe comme espace de liberté, capable d'un rayonnement culturel et scientifique, pourvue d'un poids géopolitique et diplomatique majeur, sera de nature à insuffler à des sujets se percevant autant comme citoyens porteurs de devoirs que comme individus dotés de droits une volonté soutenue de s'engager politiquement dans tous les secteurs de l'existence où l'homme est à même de se rendre maître de son destin.